

Un universalisme décentré ?

Le Maghreb s'est confronté à l'universalisme des droits de l'Homme depuis le début du XIX^e siècle. Ce processus se poursuit aujourd'hui. Retour sur les grandes mutations.*

Driss EL YAZAMI, président du Conseil national des droits de l'Homme au Maroc

Le 8 juillet 1914, Mohamed Salem Ould Salek, surnommé « Selloum », adressait du Sénégal une lettre au trésorier de la LDH de l'époque pour lui demander de renouveler son abonnement aux *Cahiers des droits de l'Homme*, revue aujourd'hui disparue. Ce commerçant-voyageur, comme il en existait de nombreux en ce début du XX^e siècle, était originaire du sud du Maroc, installé en Afrique occidentale française, et a été enterré à sa demande à Médine, ville du prophète, en 1947. Ce croyant pieux est probablement l'un des premiers Marocains à être entré en contact avec les idées universelles des droits de l'Homme, mais pas le premier musulman à avoir témoigné une ouverture à ces valeurs.

Ce cheminement est loin d'être singulier. Il est en fait emblématique de générations successives du sud de la Méditerranée qui se sont confrontées, au cours de l'histoire, à l'universalisme. C'est donc par une rapide évocation des principales mutations, notamment sociodémographiques, qui bouleversent les sociétés de la rive Sud, que l'on entend éclairer ici ce que l'on pourrait appeler un « universalisme décentré ». Une démarche qui nous semble plus rigoureuse, et politiquement plus féconde, qu'une approche essentialiste,

* Propos de Driss El Yazami recueillis par Jean-François Mignard, secrétaire général de la LDH, lors de son intervention sur ce sujet pendant la dernière université d'automne de la LDH.

*L'indépendance
intervenue,
l'Etat-nation se
construit dans
la fureur des
affrontements
politiques
qui sollicitent,
souvent
de manière
combinée, l'une
ou les trois
à la fois de ces
matrices (foi,
démocratie,
socialisme)
et leurs diverses
variantes.*

(1) *Du despotisme et autres textes*, Sindbad, Actes Sud, 2016, traduit de l'arabe (Syrie) par Hala Kodmani.

opposant terme à terme « nos valeurs » et « les leurs », deux « civilisations », imperméables l'une à l'autre, sans emprunts réciproques ni hybridation.

Perception(s) de l'universalisme

L'Expédition d'Égypte (1798/1801) ouvre en fait une longue séquence historique qui se déploie tout au long du XIX^e et perdure jusqu'à la fin du premier conflit mondial. La question qui hante ce qu'on appellera plus tard le réformisme musulman (la « *Nahda* », la renaissance), est peu ou prou la suivante : quels sont les profonds ressorts de la puissante et conquérante Europe ? Qu'est-ce qu'on doit copier, lui emprunter, et qu'est-ce qu'il convient de faire pour retrouver la gloire d'antan ? Trois pistes de solutions fondamentales sont alors évoquées, avec une insistance sur l'une ou l'autre, variable en fonction des époques et des auteurs/acteurs. Deux points semblent faire l'unanimité de nos réformateurs. Il s'agit d'abord de s'approprier la puissance technique occidentale. Le constat de cette suprématie technique revient de façon récurrente, dans les écrits de nombreux voyageurs maghrébins et moyen-orientaux au fil de ces siècles, comme, par exemple, les quatre ambassadeurs (deux Tunisiens et deux Marocains) qui visitent



© AMINE GHRAÏ, LICENCE CC

la France des années 1850. Il faudrait en deuxième lieu retrouver la pureté originelle de la foi musulmane et retrouver l'unité première de la communauté, l'Empire ottoman étant ressenti comme une puissance malgré tout despotique.

Mais très vite, la troisième interrogation (quelles valeurs emprunter ?) se pose et suscite de nombreuses réactions. Ainsi, l'égyptien Rifaat At Tahtawi, azhariste de formation, témoin des Trois glorieuses à Paris, note, dès 1830, la place accordée aux femmes et évoque la monogamie (il sera lui-même monogame après son retour en Égypte), et insiste sur la séparation des sciences profanes d'avec les sciences religieuses. Au tournant du siècle, le syrien Al Kawakibi est l'un des plus virulents critiques du despotisme⁽¹⁾. Admirateur du libéralisme politique occidental – qu'il a découvert par des ouvrages traduits –, il prône une redécouverte de certaines valeurs islamiques (justice, tolérance, etc.) et l'avè-



nement d'un régime politique garantissant l'égalité, la liberté de conscience et la séparation des pouvoirs. D'une manière ou d'une autre, cette conviction (la supériorité technique n'est pas indépendante des idées et des valeurs) est présente dans les dizaines de relations de voyage des ambassadeurs musulmans et des journalistes qui fondent, de Paris, la presse arabe⁽²⁾.

Un nationalisme maghrébin hybride

Les nombreux travaux des historiens français et maghrébins l'ont largement démontré, le nationalisme maghrébin, qui se cristallise durant l'entre-deux-guerres, en métropole notamment, approfondit cette tradition. Il mobilise les idées des droits de l'Homme (la France des Lumières contre la France colonisatrice), tout en l'enrichissant par les idées du mouvement ouvrier, découvertes au contact des organisations politiques et syndicales de la gauche et de l'extrême gauche, mais aussi de la société civile (LDH). Les pion-

niers du nationalisme (qui créent à Paris l'Etoile nord-africaine en 1926, ou l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France en 1927) ne voient pas de contradiction entre un patrimoine civilisationnel rénové, qui ne rejette pas la foi mais ne s'y limite pas, et les valeurs des droits de l'Homme et du socialisme. Jusqu'aux indépendances et même après, cette tension vers un universalisme tempéré, et/ou contraint par le poids de l'histoire longue, nourrit le nationalisme maghrébin et ses clivages internes, réglés parfois dans la violence.

Ce tableau dressé ici à grands traits serait incomplet si l'on ne rappelle pas l'apport des chanteurs, peintres et romanciers maghrébins. De manière explicite et implicite, ils restituent à l'individu et sa subjectivité toute sa place, et inaugurent une nouvelle esthétique faite à la fois de « retour aux sources » et d'emprunts. Leur révolte est à la fois contre « la tradition » (*Le Passé simple*, Driss Chraïbi, 1954) et la

La revendication d'intégrité des élites politiques et l'aspiration à la dignité et à la justice sociale nourrissent tous les mouvements protestataires (ici en Tunisie en 2012), et ces trois exigences révèlent les processus d'universalisation à l'œuvre.

(2) Voir le catalogue de l'exposition « France des étrangers, France des libertés » (www.generiques.org).

(3) Technologies de l'information et de la communication.

(4) L'ouvrage de Mahmoud Hussein, *Versant sud de la liberté*, La Découverte, 1993, avait souligné très tôt cette émergence de l'individu. Sur les mutations sociodémographiques et leurs conséquences, voir notamment *Le Rendez-vous des civilisations*, Emmanuel Todd et Youssef Courbage, Seuil, 2007.

métropole impériale (*Les Boucs*, du même auteur, 1955).

L'indépendance intervenue, l'Etat-nation se construit dans la fureur des affrontements politiques qui sollicitent, souvent de manière combinée, l'une ou les trois à la fois de ces matrices (foi, démocratie, socialisme) et leurs diverses variantes. Cette conflictualité, féconde si elle est gérée pacifiquement, nourrit encore le monde des idées, la vie politique, et s'est encore manifestée lors des « printemps arabes ».

Les révolutions invisibles en cours

Mais le fait nouveau est probablement l'ensemble des mutations/révolutions invisibles qui traversent la région. La transition démographique, avec des chutes très importantes de la fécondité féminine, variable selon les pays, la croissance notable de la scolarisation des filles et leur entrée dans la vie active, malgré la persistance de nombreuses discriminations, l'urbanisation, massive, et la maîtrise des Tic⁽³⁾, tout aussi manifeste, transforment profondément les sociétés, avec notamment une montée en puissance de l'individuation⁽⁴⁾ et l'émergence de la jeunesse comme acteur social dominant.

La revendication d'intégrité des élites politiques et l'aspiration à la dignité et à la justice sociale nourrissent tous les mouvements protestataires, les innombrables initiatives civiques, et ces trois exigences révèlent les processus d'universalisation à l'œuvre. Tous les acteurs politiques, y compris politico-religieux, ne peuvent plus éluder les idéaux démocratiques, même si certaines problématiques (peine de mort, égalité totale des sexes, liberté de conscience, IVG, notamment) partagent encore le spectre idéologique et politique. Mais même ces divergences sont aujourd'hui posées dans l'espace public. C'est de leur gestion, pacifique ou non, qu'une partie de l'avenir dépend. ●